

Pièce Annexée à la minute
d'un Acte reçu par
Le Notaire associé soussigné
le, 27 novembre 2003

PA/08

PROCURATION par :

Madame Suzanne Jeanne Léonie **MIRAMON**, sans profession, épouse de
Monsieur **TARD** Yves, demeurant à BALMA (Haute-Garonne) 3 rue de la Poste,
Née à ARUDY (Pyrénées-Atlantiques) le 09 Juin 1935,
Mariés sous le régime de la communauté de biens meubles et acquêts
(ancienne communauté légale) à défaut de contrat de mariage préalable à leur union
célébrée à la mairie de TARBES (Hautes-Pyrénées) le 11 Juillet 1953.
Ledit régime non modifié.
De nationalité française,
Ayant la qualité de 'Résident' au sens de la réglementation fiscale.
Ici présente.

Ci-après dénommée 'LE CONSTITUANT'.

Par les présentes, LE CONSTITUANT constitue pour mandataire :
Tout Clerc de l'Office Notarial PUJOL CAPDEVIELLE et BORDES, notaires
associés à TARBES, 17 Cours Gambetta,

Ci-après dénommé 'LE MANDATAIRE'.

A qui il donne pouvoir de, pour lui et en son nom :
VENDRE avec tous autres co-indivisaires LE BIEN ci-après désigné de gré à
gré, en totalité ou en partie, aux personnes, moyennant les prix et aux charges et
conditions que le MANDATAIRE jugera convenables, sauf ce qui serait éventuellement
précisé en fin des présentes sous le paragraphe 'Conditions Particulières'.

DESIGNATION DU BIEN A VENDRE

Une propriété bâtie située à TARBES (Hautes-Pyrénées) 7 rue Faidherbe,
figurant au cadastre sous les références suivantes :

section A1 numéro 297, pour une contenance de 04 a. 56 ca.

Ladite propriété consistant en une maison à usage d'habitation avec terrain
attenant.

Etablir la désignation complète et l'origine de propriété dudit bien ; faire dresser
tous cahiers des charges, faire toutes déclarations relatives aux locations, stipuler
toutes servitudes entre les différents lots.

Faire toutes déclarations concernant la superficie des locaux vendus, s'il y a
lieu, conformément aux dispositions de la loi n° 96-1107 du 18 décembre 1996 dite 'Loi
CARREZ' et reconnaître avoir parfaite connaissance des dispositions de l'article 46 de
ladite loi ;

Obliger le 'CONSTITUANT' à toutes les garanties et au rapport de toutes
justifications, mainlevées et certificats de radiation ;

ST